

d'évaluer les répercussions et l'incidence éventuelle de l'adoption de la taxe sur l'inflation et la politique monétaire. Dans la seconde partie, le Comité s'interroge sur la nécessité de protéger les consommateurs et contient des recommandations sur le rôle du Bureau d'information aux consommateurs. Nous espérons que ces recommandations aideront le gouvernement à fournir de l'information aux consommateurs qui favoriseront la transition du régime actuel à la TPS.